

CSE du 25 janvier 2018 - Déclaration FSU

Alors que les discours laissent croire à une volonté unanime et persistante de favoriser la réussite scolaire, les politiques mises en œuvre redessinent progressivement un système éducatif qui tourne le dos à la démocratisation de l'accès aux savoirs et à la culture commune.

Par petites touches, les dernières mesures du ministre Blanquer annoncent un bouleversement en profondeur du système scolaire : conseil scientifique qui souligne la prédominance des neurosciences au détriment d'autres pans indispensables de la recherche et affiche la volonté d'imposer pratiques et méthodes ; tenue d'assises de la maternelle, qui inquiète sur la perte de spécificité de la maternelle et sur son avenir ; conseil des sages sur la laïcité et premières annonces interrogeant sur le traitement de cette question fondamentale.

Le rythme soutenu des réformes et la dispersion affichée des mesures ne masquent en rien leur cohérence. Individualisation des parcours et des apprentissages, resserrement sur les fondamentaux, volonté de déposséder les personnels de leur expertise, de leur liberté pédagogique, renforcement de l'autonomie, l'ensemble de ces principes traduit dans des réformes mises en œuvre ou à venir vont à l'encontre de la démocratisation du système scolaire, et les élèves et étudiant-es des classes populaires seront les premier-e-s à en pâtir.

Le plan étudiant instaure la sélection généralisée dans l'accès au supérieur et s'articule avec la réforme du bac qui vise à affaiblir la valeur du diplôme national. En toute illégalité puisque la loi Vidal n'est toujours pas votée, la plateforme Parcoursup se met en place sous l'injonction ministérielle, sous la menace et les pressions de nombreuses directions d'établissements pour contrer les mobilisations au mépris des conditions de travail des collègues, des institutions démocratiques des universités et de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur.

Le lycée pourrait être profondément modifié dans une logique d'individualisation des parcours augmentant les inégalités sur le territoire. La mission Mathiot laisse planer les plus grandes menaces sur l'avenir du lycée technologique.

L'enseignement professionnel est sur la sellette, mis en difficulté par la concurrence du développement de l'apprentissage. Sur cette question, la FSU rappelle qu'il appartient au service public de formation de permettre à tous les jeunes d'atteindre à minima un niveau V de qualification sanctionné par un diplôme. La FSU réaffirme que l'offre de formation sous statut scolaire doit rester de la compétence partagée des régions et de l'État et que l'orientation scolaire ne doit pas être transférée aux régions. Elle s'oppose à toute nouvelle réforme sur la taxe d'apprentissage qui diminuerait la part hors quota allouée aux collèges et lycées.

Il y a aujourd'hui urgence à changer de paradigme. La seule révolution copernicienne est celle qui permettra de faire réussir tous les jeunes dans le système éducatif pour les amener à un niveau de qualification.

La prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, l'amélioration des conditions de scolarisation et des dispositifs permettant d'accompagner mieux les jeunes dans leurs études et dans leur choix professionnel, donner les moyens aux trois voies du lycée de former l'ensemble des jeunes de moins de 18 ans... représentent des leviers essentiels.

Si la FSU ne souhaite pas opposer le monde de l'entreprise à celui de l'École, elle demande au gouvernement de dévoiler désormais son plan de revalorisation de l'enseignement professionnel public sans quoi cela reviendrait à valoriser l'apprentissage en entreprise en lieu et place de la formation sous statut scolaire.

La FSU appelle dès à présent les personnels à la mobilisation par des actions diversifiées pour porter un autre projet éducatif, qui serve les objectifs de démocratisation du système scolaire.

La préparation de la prochaine rentrée scolaire risque de dégrader les conditions de scolarisation des élèves dans le premier comme dans le second degré. **Le 7 février** sera l'occasion pour la FSU de porter les revendications sur les conditions de rentrée, la carte scolaire, les réformes en cours et les attaques contre nos métiers en organisant sur l'ensemble du territoire des conférences de presse, des rassemblements, des demandes d'audience et des initiatives médiatiques.

Dans le **1er degré**, la FSU organise une mobilisation nationale sur toute la période des opérations de carte scolaire qui sera déclinée par des alertes sociales dans les départements et lance une campagne nationale sur la nécessité de baisser les effectifs dans les classes.

La FSU appelle à la réussite de **l'initiative inter-fédérale du 1^{er} février** « *Du plan étudiant à la plate forme ParcoursSup : l'instauration de la sélection* » et à la réussite de la **journée d'action du 6 février** dans le second degré sur les questions de conditions de rentrée dans le second degré et contre la réforme du lycée et du baccalauréat.

La FSU appelle au succès du **colloque du 8 février** «*La formation professionnelle des jeunes, il y a des lycées pour ça !*».

La FSU sera par ailleurs aux côtés du Comité de Défense et de Développement de **l'Enseignement Agricole Public**, pour une initiative au Salon International de l'Agriculture le 28 février, en réponse aux conclusions décevantes des États Généraux de l'Alimentation et pour répondre à l'absence criante de propositions concernant la formation de générations d'agriculteurs.